

Bulletin d'histoire politique

Les intellectuels et la politique dans les années 60

Roland Parenteau



Volume 3, Number 1, Fall 1994

Les intellectuels et la politique dans le Québec contemporain. Actes du colloque du 20 mai 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063448ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063448ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Parenteau, R. (1994). Les intellectuels et la politique dans les années 60. *Bulletin d'histoire politique*, 3(1), 45–54. <https://doi.org/10.7202/1063448ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

LES INTELLECTUELS ET LA POLITIQUE DANS LES ANNÉES 60

Roland Parenteau

École nationale d'administration publique

Disons tout d'abord que les intellectuels des années 60 sont avant tout ceux des années 50. Il y eut bien une nouvelle vague de diplômés d'université, consécutive à l'ouverture plus grande de celle-ci dans l'après-guerre, ce qui s'est traduit notamment par un développement sensationnel des sciences humaines. Mais cette nouvelle génération allait se manifester plutôt au cours des années 70 et 80 et alimenter l'appareil gouvernemental à la fois dans son corps central et dans les institutions qui en dépendaient.

Quant aux intellectuels des années 60, objets du mépris du gouvernement, ils avaient au cours de la décennie précédente rongé leur frein dans l'attente d'un renversement du pouvoir. Ils avaient inlassablement dénoncé les pouvoirs en place, le clergé et les milieux d'affaires sans doute, mais surtout le gouvernement du Québec. À l'époque c'est le gouvernement d'Ottawa qui trouvait grâce à leurs yeux. Or, ces intellectuels, avec la victoire du gouvernement Lesage en 1960, allaient en quelque sorte prendre le pouvoir. C'est leur rôle dans la révolution tranquille que je me propose de décrire brièvement.

Dans un premier temps, je veux rappeler la situation qui prévalait à la veille de la révolution tranquille, puis je décrirai le rôle qu'ont joué les intellectuels dans celle-ci pour enfin, dans un domaine qui m'est plus familier, celui de l'économie, donner quelques indications sur la façon dont a été élaboré et mis en place un début de politique économique au cours des années 60.

Précisons d'abord que ce court exposé n'a ni la prétention ni l'envergure d'un travail scientifique. C'est plutôt le témoignage de quelqu'un qui a été un modeste acteur dans le bouillonnement caractéristique des années 60, après avoir eu le sentiment de prêcher dans le désert au cours de la décennie précédente.

Je n'élaborerai pas longuement non plus sur la définition d'intellectuel. Je n'en aurais pas assez, pour ce faire, des vingt minutes qui me sont allouées. Disons pour les fins de cet exposé que les intellectuels sont toutes les personnes qui ont dépassé le niveau technique de leur profession ou de leur métier pour exercer une fonction critique dans la société et proposer des changements à des systèmes qu'ils jugent désuets, ou au contraire défendre des valeurs traditionnelles et tenter de maintenir les institutions en place. Nous avons connu au cours des années 60 les deux types d'intellectuels.

La situation en 1960

Les années précédentes avaient été fertiles en mouvements d'idées de toute nature. Le développement de l'enseignement universitaire y était certes pour quelque chose, mais les professeurs n'étaient pas tous des intellectuels, loin de là. La plupart limitaient leurs activités à leurs élèves. C'est surtout dans le secteur des sciences humaines et sociales que les universitaires ont acquis une visibilité nouvelle par la parole et par l'écrit. Par ailleurs, beaucoup d'intellectuels n'appartenaient pas au monde universitaire, notamment dans le monde de la littérature, des arts et surtout du journalisme.

Ainsi que l'écrivait Gérard Bergeron en 1959 (Bergeron, 1979):

Il y a au Canada français à l'heure actuelle une génération d'hommes de 30 à 45 ans qui est née de la crise ou de la guerre. Ces hommes font de l'action sociale, de l'éducation populaire, de l'enseignement universitaire, du journalisme, du syndicalisme ouvrier ou agricole, etc. De par leur expérience, qui les a sensibilisés tôt aux problèmes sociaux du milieu, ils ont développé une personnalité riche; ils ont quelque chose à dire, qu'ils ont commencé à dire; ils ont aussi quelque chose à faire en commun qu'ils n'ont pas encore commencé à faire.

En fait, plusieurs commentateurs de l'époque (Marcel Rioux, Hubert Guindon, Guy Rocher, Gérard Bergeron, Jacques Brazeau) parlent de l'émergence dans l'après-guerre d'une nouvelle classe moyenne dont faisait partie la plupart des intellectuels. Ceux-ci après avoir vertement critiqué plusieurs aspects de la société traditionnelle, allaient devenir le fer de lance de la Révolution tranquille, avant de prendre d'ailleurs leurs distances par rapport à elle vers la fin des années 60.

Hubert Guindon avait d'ailleurs eu la prescience du rôle de cette classe moyenne deux semaines avant l'élection de 1960 (Guindon, 1990):

Je prévois que son premier geste, lorsqu'elle prendra vraiment le pouvoir, sera d'organiser une fonction publique très compétente, ce qui était impossible dans

le cadre des anciennes règles politiques rurales. Il va de soi qu'une fonction publique très compétente signifie des rouages bureaucratiques efficaces ainsi qu'un statut supérieur pour la nouvelle classe moyenne.

Quant à Marcel Rioux (Rioux, 1990), il affirme que:

La mise sur pied d'une bureaucratie d'État fut probablement la mesure la plus importante de la modernisation du Québec et celle qui amorçait le rattrapage des démocraties modernes, qui elles, en étaient dotées depuis de nombreuses décennies.

Les intellectuels de cette époque œuvraient souvent dans le cadre ou au service d'institutions comme les syndicats, les chambres de commerce, l'Union des municipalités, les associations d'hôpitaux, etc. mais leur influence se trouvait par le fait même limitée à une élite, il faut bien l'avouer.

Comment expliquer alors que la population du Québec, dont on a dit qu'elle restait assez conservatrice à la veille de la révolution tranquille, comme en témoignent les résultats électoraux de 1956 et 1960, ait si subitement et en majorité adhéré avec enthousiasme aux réalisations de la révolution tranquille. J'estime pour ma part que les idées nouvelles proposées par les intellectuels, après s'être propagées lentement dans les structures sociales existantes, ont fini par rayonner au grand jour grâce à l'apport de moyens de diffusion à grand rayon d'action.

Sans doute peut-on parler de *Cité Libre*, de diverses autres revues et de l'Institut Canadien des Affaires publiques (ICAP), dont la clientèle se trouvait cependant plutôt limitée et du *Devoir* dont le rôle, en dépit de son faible tirage, fut déterminant. Mais ce qui amena la plus large diffusion des idées nouvelles, c'est à mon avis d'une part l'explosion de l'éducation populaire dans tous les milieux, dont la promotion et l'extension fut animée par l'Institut Canadien d'Éducation des Adultes (ICEA) et surtout la télévision, qui rapidement atteignit la plupart des foyers, donnant accès pour la première fois aux mêmes grands débats sociaux à toutes les classes de la société.

La décennie 60

Avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement Lesage, les intellectuels changent de rôle du moins pour beaucoup d'entre eux. Non pas que Jean Lesage fut lui-même un intellectuel, ni que ses ministres le fussent. On pourrait même dire que la plupart d'entre eux étaient de l'espèce plutôt traditionnelle. Il n'y avait guère que Georges-Émile Lapalme, Paul Gérin-Lajoie, Pierre Laporte et René Lévesque qu'on peut qualifier d'intellectuels. Mais la grande nouveauté, c'est que ce nouveau gouvernement ne craignait pas de

s'appuyer sur les intellectuels pour concevoir et mettre en place ses initiatives tous azimuts. Ainsi commença l'âge d'or des intellectuels, lequel fut cependant de courte durée, puisqu'il fut graduellement remplacé par celui des administrateurs. Ainsi disparut aussi l'expression «pelleteux de nuages» dont l'Union nationale avait affublé les intellectuels.

Notons cependant que si beaucoup d'intellectuels se sont associés plus ou moins étroitement au gouvernement, perdant ainsi en quelque sorte leur qualité d'intellectuels, certains autres ont continué à exercer leur influence, positive ou négative sur les initiatives des pouvoirs publics.

Il me semble, à cet égard, qu'on peut distinguer dans la contribution des intellectuels au politique, trois formes ou trois niveaux.

Un premier serait celui d'une activité essentiellement théorique ou normative, susceptible d'exercer une influence idéologique sur les pouvoirs publics et la population en général de manière à modifier les conceptions et les comportements. Cette activité, qui prend souvent une forme négative par la critique plus ou moins virulente de la situation existante, contribue à la détermination d'objectifs généraux, par exemple l'accessibilité à l'enseignement ou la lutte au chômage. Elle va aussi plus loin et exerce une influence sur l'évolution des valeurs, ou au contraire, sur la défense des valeurs traditionnelles.

On peut mentionner dans cette catégorie les noms d'André Laurendeau, de Michel Brunet, de F.-A. Angers, de Gérard Bergeron, de Hubert Guindon, de Léon Dion et de Gérard Dion parmi beaucoup d'autres. Bien qu'il soit difficile d'évaluer l'influence réelle de ces penseurs et de ces analystes, on peut présumer qu'elle fut considérable dans l'évolution rapide des mentalités après 1960, ce qui permit au gouvernement de mener tambour battant un train de réformes aussi nombreuses que variées simultanément dans tous les domaines: éducation, bien-être social, santé, habitation, développement économique, mœurs politiques, processus électoral, structures administratives, etc.

Bien souvent d'ailleurs l'influence de ces intellectuels s'exerçait par corps intermédiaires interposés. Ce sont ceux-ci qui faisaient pression sur le gouvernement car les intellectuels eux se manifestaient par l'écrit, dans les journaux et les revues, les mémoires de toute sorte, et par la parole, à la télévision et à la radio, mais aussi dans les innombrables colloques et congrès qui fleurissaient à l'époque. Il va de soi cependant que la virulence des critiques à l'endroit du gouvernement, très présente avant 1960, allait s'atténuer considérablement, du moins au cours des premières années de la décennie 60.

Il ne faut pas croire cependant que cette influence des intellectuels sur la société et l'État ait été limitée à ce que l'on pourrait appeler le courant progressiste, ou socio-démocrate. Persistait toujours un courant nationaliste, plutôt conservateur, défenseur des valeurs traditionnelles, courant qui même temporairement mis en veilleuse, n'en a pas moins exercé une influence sur le gouvernement en modérant certains emballements de la Révolution tranquille.

Bien plus, le courant nationaliste a fini par rejoindre, assez curieusement, le courant socio-démocrate sur un terrain, celui des relations avec le gouvernement fédéral, tous les deux prônant pour des raisons différentes une plus grande marge d'autonomie pour le Québec, allant même jusqu'à envisager la séparation pure et simple de ce qu'on appelait naguère la Province, mais que l'on s'entendait pour appeler désormais l'État du Québec.

Le deuxième niveau de contribution, que je qualifierais de celui de la conception, c'est le cas des intellectuels qu'on a incorporés au processus de décision gouvernemental. Je n'ai pas besoin de dire qu'il s'agissait pour eux d'une excellente occasion de mettre en pratique les idées et les projets qu'on avait caressés pendant des années. Dans certains cas, les individus ont été embauchés comme fonctionnaires dans des tâches de recherche ou de programmation, d'autres ont servi de consultants sans briser les liens avec leur employeur universitaire, d'autres enfin ont participé aux innombrables organismes consultatifs ou comités d'étude, créés à l'époque pour suppléer à la carence du gouvernement en capacité de recherche et d'analyse. On sait en effet que la Fonction publique dont avait hérité le gouvernement Lesage était composée à ses niveaux supérieurs de professionnels-techniciens et de gestionnaires, qu'on avait cantonnés dans des tâches d'exécution. Ils ne participaient aux décisions que sur le plan technique et non pas celui des orientations ou de l'opportunité, réservé au niveau politique.

Parmi ces intellectuels, qui ont franchi la barrière de l'action et qui ont perdu par le fait même une bonne partie de leur liberté de parole (qui sont donc devenus un peu moins intellectuels) on peut mentionner les noms de René Tremblay, d'Arthur Tremblay, d'Yves Martin, de Claude Morin, d'André Marier, de Michel Bélanger, d'André Raynauld, de Gilles Beausoleil, d'Alphonse Riverin, de Jean-Marie Martin, de Jean-Charles Bonenfant, d'Arthur Dubé.

Ce fut aussi le cas de votre humble serviteur ainsi que celui de plusieurs de ses collègues de l'École des HEC, Pierre Harvey, Jacques Parizeau, Jean Deschamps et plus tard Bernard Bonin, Gilles Desrochers. Le plus fort

contingent de ces intellectuels-conseillers venait sans conteste de l'Université Laval, notamment de la Faculté des Sciences sociales du Père Lévesque.

Ainsi, un grand nombre de professeurs d'université, qui s'étaient exprimés publiquement sur l'un ou l'autre aspect de la chose publique ont été appelés à participer à l'élaboration des politiques et des programmes nouveaux, avant d'être entièrement happés, pour certains d'entre eux, par la machine. Ce qui nous amène au troisième niveau.

En effet, certains intellectuels, dont la contribution à l'élaboration des politiques gouvernementales a souvent été déterminante, ont atteint le niveau de la gestion. Ils sont devenus sous-ministres, directeurs généraux ou présidents d'organismes. À ce titre cependant, même si leur influence personnelle a pu être importante dans la mise sur pied des politiques et des organismes, ils doivent respecter rigoureusement les objectifs fixés par le gouvernement. Ils perdent ainsi une bonne partie de leur liberté d'expression et même d'action, du moins vis-à-vis l'extérieur. C'est le cas de Gérard Filion, de Guy Frégault, d'Arthur Tremblay, d'Yves Martin, et de certains ministres comme Paul Gérin-Lajoie, René Lévesque et plus tard de Claude Ryan et Jacques Parizeau.

Il arrive toutefois que des intellectuels remarquables deviennent de piètres administrateurs, tant il est vrai que le maniement des idées et des concepts requiert des qualités et des aptitudes différentes de celles qu'on exige des gestionnaires. C'est toute la différence entre ce que l'on devrait faire et ce que l'on est obligé de faire.

L'émergence d'une politique économique

Dans cette troisième partie, je me propose de décrire davantage l'influence des intellectuels dans un domaine qui m'est plus familier, celui de l'économie.

J'ai déjà mentionné que le gouvernement Lesage s'est attaqué simultanément à tous les domaines de responsabilité gouvernementale y compris bien sûr l'économie. La particularité de ce secteur cependant c'est qu'il était tout à fait nouveau. Auparavant, la principale intervention gouvernementale concernait la gestion des ressources naturelles. Et encore n'y avait-il pas de véritable politique de développement. Or, le programme du Parti libéral en 1960 proposait des engagements d'un type nouveau, annonciateurs d'une plus grande volonté d'intervention. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que le gouvernement libéral avait pris le pouvoir en pleine période de récession.

Le menu économique de ce programme était assez substantiel et il n'est pas possible de ne pas y voir l'influence des intellectuels (1960 *Le programme politique du Parti libéral du Québec*):

- Création d'un Bureau de Recherches économiques et scientifiques.
- Création d'un Bureau de développement industriel.
- Création d'un Conseil d'Orientation économique.
- Création d'un Ministère des Richesses naturelles ayant pour mission notamment de promouvoir l'industrie lourde et de développer les industries secondaires basées sur les richesses naturelles.
- Promotion de l'expansion d'Hydro-Québec et régularisation des tarifs d'électricité.
- Réorganisation et modernisation de l'agriculture.

Or, contrairement à la tradition, non seulement le gouvernement Lesage a-t-il réalisé tous les éléments de son programme électoral en matière économique, mais il est allé fort au-delà puisqu'il a créé par exemple lui-même un complexe sidérurgique et a nationalisé la presque totalité de ce qui restait de la production d'électricité. On a assisté en réalité à un changement radical du rôle de l'État en cette matière, comme l'ont souligné certains historiens (Linteau, 1989):

Dans le champ économique, l'État intervient de cinq façons principales qui affectent profondément l'entreprise privée:

- comme législateur et agent de réglementation et d'inspection.
- comme dispensateur d'aide et de subventions
- comme acheteur de biens et de services
- comme employeur direct et indirect
- enfin comme entrepreneur, en particulier grâce aux sociétés d'État.

C'est ce dernier secteur qui allait faire l'objet des décisions les plus lourdes de conséquences.

Il est incontestable que le souci du développement économique pour le Québec, couplé avec le désir que celui-ci se traduise par une participation accrue des francophones à ce développement, constitue un élément nouveau de politique gouvernementale. Pour la première fois, on sent que le rôle de l'État ne doit pas se limiter à soutenir et financer les initiatives privées, mais à jouer le rôle de promoteur, voire même de développeur. À cet égard, l'influence des intellectuels et particulièrement des économistes fut déterminante. En fait, la réflexion avait été amorcée dès la fin des années 50 alors que certains économistes prônaient toutes sortes d'initiatives: sidérurgie, banque d'affaires, mise en marche d'un processus de planification

économique, politique de préférence aux achats du Québec, etc. Or la plupart de ces économistes ont été associés à des titres divers aux projets gouvernementaux qui allaient suivre.

Il faut mentionner à cet égard, le rôle indispensable d'un organisme aujourd'hui presque oublié, le Conseil d'orientation économique du Québec (COEQ), corps hybride composé à la fois d'intellectuels et d'hommes d'action, et même de quelques personnes plus douées pour la politique que pour les recherches. La plupart des projets gouvernementaux de l'époque ont été étudiés par cet organisme et ont fait l'objet de recommandations la plupart du temps positives, telles la création de la SGF, de Sidbec, la nationalisation de l'électricité, la création de la Régie des rentes, de la Caisse de dépôt et placement et bien d'autres.

Ainsi, l'essentiel de la stratégie gouvernementale en matière économique au cours des années 60 à 66 a été de créer un certain nombre d'instruments importants, faute de pouvoir présenter une politique économique cohérente et articulée avec des objectifs sur lesquels les principaux acteurs se seraient entendus. Ce n'est pas cependant faute de ne pas avoir essayé. En effet, de 1962 à 1964, le COEQ a tenté, s'inspirant du modèle français, de préparer un plan intégré de développement pour le Québec en faisant appel à une multitude de spécialistes de l'intérieur et de l'extérieur. Cette opération, de type horizontal, brisait la traditionnelle segmentation entre ministères, jaloux chacun de son autonomie. La tentative était cependant prématurée. Le Conseil s'est rendu compte qu'on manquait d'une foule d'informations, qu'on n'avait pas de plus l'assurance que le futur plan, issu en définitive des intellectuels, pourrait être assumé par des ministères sectoriels peu habitués à la coordination, et réticents à sortir des sentiers battus.

L'opération fut donc remise à plus tard. On a cru avec la création de l'Office du Plan en 1968 qu'on pourrait reprendre le travail inachevé, mais la conjoncture politique ne s'y prêtait guère. En réalité, l'Office du Plan, transformé en OPDQ l'année suivante, s'éloigna à tout jamais de sa tâche primordiale, qui était de préparer un plan général de développement pour le Québec.

La tentative avortée de dresser ce plan ne fut cependant, à mon avis, qu'un demi-échec. En effet, la réflexion intense, poursuivie durant plus de deux ans par beaucoup de fonctionnaires spécialistes, animés par des intellectuels, à laquelle il faut ajouter l'expérience d'aménagement régional du BAEQ, a pu se poursuivre dans l'appareil gouvernemental sous d'autres formes. Comme résultat de cet effort, il y eut d'une part meilleure coordination à la longue des interventions gouvernementales et d'autre part

élaboration progressive d'une véritable politique de développement économique se traduisant par une série de rapports s'échelonnant au cours des années suivantes: *Rapport Descôteaux*, *Rapport Tetley*, *Bâtir le Québec*, *Le virage technologique*, etc.

À la fin des années 60, le charme était rompu et la complicité intellectuels/gouvernement considérablement atténuée, sinon brisée. Car à l'intérieur de l'appareil, à la suite du recrutement massif de diplômés d'université, les divers ministères se constituèrent des services de recherches ou de programmation tout à fait capables d'analyses et de recommandations. Le rôle des intellectuels de l'extérieur prit diverses voies, en général hostiles aux pouvoirs publics et à ses œuvres, dont les deux plus importantes, je pense, passèrent par les idéologies marxiste et nationaliste. Ainsi, ce qu'on pourrait qualifier d'union sacrée entre les intellectuels et les pouvoirs publics, situation caractéristique de début des années 60 était désormais chose du passé.

Dès 1970, c'est l'ère soi-disant des jeunes administrateurs qui prévaut, ce qui n'empêcha pas une résurgence de l'influence des intellectuels en 1976, ceux en fait qui avaient réussi à combiner la social-démocratie avec le projet souverainiste.

Conclusion

Pour résumer, disons que le rôle des intellectuels en matière de politique atteignit son sommet durant les années 60, même s'ils étaient relativement peu nombreux. Leur influence s'est exercée dans tous les secteurs de l'activité gouvernementale. Ils ont suppléé à l'indigence des services gouvernementaux en matière d'idées et d'innovations. Ils ont permis l'instauration d'un État-providence. Beaucoup d'individus sont intégrés à l'appareil, ce qui accentua le processus de bureaucratisation et les réduisit au silence en quelque sorte. À l'extérieur, beaucoup d'intellectuels de toute obédience ont formé une nouvelle opposition. Ils ont tiré à boulets rouges sur les nouveaux projets, au nom des démunis de la société, de l'environnement, de l'idéal indépendantiste.

Peut-être trouvera-t-on quelque peu idyllique les propos que je tiens sur les années 60. On m'a demandé de faire appel à mes souvenirs. Il me semble que ceux-ci ne sont pas plus déplacés que ceux des gens qui se rappellent avec ravissement du climat pacifique qui régnait au Québec durant l'Exposition Universelle de 1967. Je sais qu'il y eut beaucoup de désillusion par la suite, que beaucoup de décisions gouvernementales ont été contestées, que toutes les classes de la société n'ont pas trouvé leur compte, que les

relations avec Ottawa se sont dégradées. Voilà pourquoi je suis reconnaissant aux organisateurs de ce colloque de m'avoir demandé de parler des années 60 et non pas de la période qui a suivi.

Bibliographie

- BERGERON, Gérard (1979). *Incertitude d'un certain pays*, Presses de l'Université Laval.
- COMEAU, Robert en collaboration (1989). *Lesage et les débuts de la Révolution tranquille. L'éveil d'une nation*, Presses de l'Université du Québec.
- DION, Léon (1993). Québec 1945-2000. Tome II. *Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Presses de l'Université Laval.
- GUINDON, Hubert (1990). *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Éditions Saint-Martin.
- LESAGE, Jean (1959). *Lesage s'engage*, Les éditions politiques du Québec.
- LINTEAU, Paul-André, DUROCHER, René, ROBERT, Jean-Claude et RICARD, François (1986). *Histoire du Québec contemporain: le Québec depuis 1930*, Boréal.
- McROBERTS, Kenneth et POSGATE, Dale (1983). *Développement et modernisation du Québec*, Boréal Express.
- PARTI LIBÉRAL (1960). *Programme politique du Parti libéral du Québec*.
- RIOUX, Marcel (1990). *Un peuple dans le siècle*, Boréal.
- PARENTEAU, Roland (1970). «L'expérience de la planification au Québec, 1960-1969», *L'Actualité Économique*, n° 4, jan.-fév.
- INSTITUT CANADIEN DES AFFAIRES PUBLIQUES (1962). *Le rôle de l'État*, Éditions du Jour.